

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Prévention de la délinquance - "Exposition 13-18 : questions de justice" -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction
Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La politique de prévention de la délinquance mise en œuvre sur le territoire de la Ville s'appuie, pour partie, sur une collaboration avec les services du Ministère de la Justice. Le partenariat conclu avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) permet notamment d'accueillir des mineurs et des jeunes majeurs au sein des services municipaux pour la réalisation de Travaux d'Intérêt Général ou de Travaux Non Rémunérés. Il justifie, par ailleurs, la participation de la Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse aux instances du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles de la Ville.

Les échanges entretenus avec les publics dans le cadre des dispositifs de prévention de la délinquance font état de questionnements réguliers sur le fonctionnement de la chaîne pénale des mineurs.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse a créé un support intitulé « *Expo 13-18 : questions de justice* » permettant d'échanger sur les notions de droits et de devoirs, sur les lois applicables et les sanctions pouvant être infligées en cas d'infraction. Les professionnels du ministère de la Justice disposent d'une expertise leur permettant d'animer ce support auprès des publics jeunes.

Un projet d'animation a donc été défini avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse visant à :

- Accueillir l'exposition dans le cadre de campagnes annuelles d'information et de séquences d'animations à la demande des services ;
- Former les techniciens disposés à participer à son animation aux côtés des professionnels du Ministère de la Justice ;
- Mettre en commun les ressources et les compétences.

Pour ce faire, une convention de partenariat est établie pour une durée de trois ans. La campagne d'information 2024 est envisagée du 3 au 7 juin dans les locaux de « *Montpellier jeunesse* », au sein du bâtiment municipal Pagézy, sis 1 place Francis Ponge. Une première série d'ateliers y est programmée en direction des publics jeunes, des familles et des professionnels intervenant sur le champ de prévention. Le projet s'inscrit dans les travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat Ville - PJJ V2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263598-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE ET LA VILLE DE MONTPELLIER

La présente convention est conclue entre :

- **la Direction territoriale de la Protection judiciaire de la jeunesse**, sise 500 rue Léon Blum à Montpellier (34 000), désignée ci-après sous les termes « DT-PJJ » et représentée par Nicolas GINOUX, Directeur territorial,

d'une part,

et

- **la Ville de Montpellier**, sise 1, Place Georges Frêche (34 267 Montpellier Cedex 2), désignée ci-après sous les termes de « la Ville » et représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, en vertu de la délibération du Conseil municipal du 26 mars 2024

d'autre part,

Les parties s'accordent sur les éléments qui suivent

PRÉAMBULE

§1- L'exposition « 13-18 : questions de justice » a été créée par des professionnels de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) dans le but d'échanger sur le fonctionnement de la justice pénale des mineurs, sur les lois applicables et les sanctions pouvant être infligées en cas d'infraction. Les professionnels du Ministère de la justice disposent d'une expertise leur permettant d'animer ce support auprès des publics jeunes.

§2- La Ville de Montpellier a, depuis 2020, développé les dispositifs de prévention de la délinquance et de la récidive. Notamment dans le cadre du Conseil pour les droits et devoirs des familles (CDDF), les questionnements des publics sur le fonctionnement de la chaîne pénale sont fréquents.

§3- La Direction territoriale de la Protection judiciaire de la jeunesse et la Ville de Montpellier entendent donc promouvoir l'exposition « 13-18 : questions de justice » sur le territoire communal et développer une stratégie quant à son animation. La démarche s'inscrit dans la politique générale de prévention de la délinquance. La présente convention fixe les conditions de ce partenariat.

Article 1- Objet de la convention

§1- La Direction territoriale de la Protection judiciaire de la jeunesse dispose d'un exemplaire de l'exposition « 13-18 question de justice ». Elle s'engage à le déployer sur les différentes campagnes et actions coordonnées par la Ville de Montpellier durant la période contractuelle.

§2- Deux types d'interventions sont à prévoir : les campagnes mises en œuvre par la Ville de Montpellier et/ou la DT-PJJ dans les bâtiments communaux, ainsi que les actions initiées à la demande des services municipaux (Maisons pour tous, Montpellier jeunesse, Mission prévention de la délinquance ou autres).

§3- Le planning de ces interventions sera défini de façon conjointe par la Ville et la DT-PJJ. Mais la coordination et le suivi seront assurés par la Mission prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier. Les séquences d'animation mises en œuvre dans ce cadre seront menées dans des espaces appartenant à la Ville : Maisons pour tous, Hôtel de Ville, mairies annexes ou autres.

§4- L'animation sera, chaque fois, assurée par un professionnel ou un acteur du Ministère de la justice (mobilisé par la DT-PJJ) et un professionnel de la Ville issu du *pool* des volontaires formés à cette mission (mobilisé par la Mission prévention de la délinquance).

Article 2- Objectifs poursuivis

§1- Plusieurs ambitions pédagogiques sont poursuivies à travers la promotion de l'exposition « 13-18 : questions de justice » sur le territoire de la ville. L'objectif est, tout d'abord, de permettre une meilleure compréhension du fonctionnement de la justice pénale des mineurs par les familles des jeunes du territoire. Il est également de donner davantage d'outils aux professionnels de la Ville pour évoquer les questions de justice avec la jeunesse et les familles qu'ils accompagnent (dans le cadre du CDDF notamment). Enfin, l'idée serait de renforcer le travail de prévention de la délinquance mis en œuvre localement en soulignant l'existence de « devoirs ».

§2- Sur le plan stratégique, l'ambition est de développer un partenariat durable entre la Ville et la Protection judiciaire de la jeunesse sur la question de la justice pénale des mineurs. L'idée est, par ce biais, de renforcer la complémentarité entre les professionnels du territoire connectés avec le champ de la prévention de la délinquance tout en consolidant la fluidité des échanges entre professionnels de la Ville et de la justice.

Article 3- Mobilisation et formation des animateurs de la Ville

§1- La Ville entend constituer un *pool* de volontaires disposés, au sein de son administration à animer l'exposition, en fonction des demandes émanant des services. La mobilisation et le déploiement sont assurés par la Mission prévention de la délinquance.

§2- Chacun des volontaires bénéficiera d'une formation faisant intervenir la Protection judiciaire de la jeunesse. Elle comptera deux volets : une sensibilisation à la justice pénale des mineurs et au contenu de l'exposition (sur une demi-

***Convention de partenariat Ville/ Direction territoriale de la Protection judiciaire de la jeunesse
Exposition « 13-18 ans : questions de justice »***

journée) ainsi qu'un accueil (durant une journée ou une demi-journée) au sein des services de la Protection judiciaire de la jeunesse du territoire en guise d'immersion.

§3- Le planning d'accueil au sein des services de la Protection judiciaire de la jeunesse sera établi par la DT PJJ en fonction des possibilités des professionnels. Il s'agira d'une observation active. Les agents concernés seront sous la responsabilité de la Ville durant cette phase d'accueil.

Article 4- Interventions et publics

§1- Une campagne d'information (avec déploiement de l'exposition décidée de façon conjointe entre la Ville et la DT-PJJ) est, sur le principe, envisagée chaque année. Pour 2024, cette action est envisagée sur la période allant du 3 au 7 juin dans les locaux de « Montpellier jeunesse », au sein du bâtiment municipal Pagézy, 1 place Francis Ponge.

§2- Les demandes d'animation au sein des services de la Ville seront formulées auprès de la Mission prévention de la délinquance. Le positionnement des professionnels sur l'animation des ateliers se fera sur la base du volontariat.

§3- Les publics ciblés à travers les ateliers seront, en priorité, les jeunes accompagnés par les services de la Ville ou accueillis sur les dispositifs de prévention, les parents et les professionnels en lien avec la prévention de la délinquance.

Article 5- Durée et dénonciation

§1- La présente convention est conclue à titre expérimentale pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la date de signature par les deux parties. Elle fera l'objet, dans sa mise en œuvre, d'une évaluation annuelle par la Ville et la DT-PJJ.

§2- Son contenu peut être dénoncé à tout moment par chacune des parties par recommandé avec accusé de réception.

Fait à Montpellier, le

(en deux exemplaires originaux)

**Le Maire de la Ville de
Montpellier**

**Le Directeur
territorial de la
Protection
judiciaire de la
jeunesse**

Michaël DELAFOSSE

Nicolas GINOUX

***Convention de partenariat Ville/ Direction territoriale de la Protection judiciaire
de la jeunesse
Exposition « 13-18 ans : questions de justice »***

***Convention de partenariat Ville/ Direction territoriale de la Protection judiciaire
de la jeunesse
Exposition « 13-18 ans : questions de justice »***